

Projet de loi Economie Circulaire : La REP tous azimuts

*Les Déchets - Quelles Perspectives?
Lyon - 19 juin 2019*

Contexte à l'origine du projet de loi sur l'économie circulaire

❑ **La loi du 17 août 2015 sur la transition énergétique et la croissance verte :**

Introduit avec l'article L. 110-1-1 l'économie circulaire dans l'ordre juridique avec pour objectifs de :

- ❑ *Favoriser l'émergence d'une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires.*
- ❑ *Favoriser le réemploi des produits, leur réutilisation, leur recyclage, leur valorisation.*
- ❑ *Une approche qui dépasse les seuls déchets, même s'ils sont déterminants, compte tenu des flux qu'ils représentent à l'échelle nationale, comme à l'échelon local.*

❑ **Le Paquet Economie Circulaire européen de décembre 2015 repose sur 4 directives qui doivent être transposées en droit français :**

- ❑ *Directive UE 2018/819 du Conseil du 30 mai 2018 modifiant les directives relatives aux véhicules hors d'usage, aux piles et accumulateurs et déchets de piles et accumulateurs, et celle relative aux déchets.*
- ❑ *Directive UE 2018/850 du Conseil du 30 mai 2018 relative à la mise en décharge des déchets.*
- ❑ *Directive UE 2018/851 du Conseil du 30 mai 2018 relative aux déchets.*
- ❑ *Directive UE 2018/852 du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive relative aux emballages et aux déchets d'emballages.*

Contexte à l'origine du projet de loi sur l'économie circulaire

- ❑ **Le gouvernement doit montrer son ambition dans le domaine de l'écologie en mettant en place des solutions susceptibles de se déployer à grande échelle et en capacité de traiter d'importants flux de produits :**
 - ❑ Dans le cadre de sa déclaration de politique générale du 12 juin dernier, il en appelle à une **accélération de la transition écologique**.
 - ❑ Le recyclage et la valorisation des produits impose une réorganisation des filières à grandes échelles pour être en capacité de mettre en place des solutions qui fonctionnent au niveau national.
 - ❑ La Feuille de Route Economie Circulaire (Frec avril 2018) avec les objectifs de :
 - ❑ **Mieux produire** : avec moins de ressources non renouvelables, avec plus de matière première recyclée, créer des emplois et répondre aux besoins de formation, ...
 - ❑ **Mieux consommer** : une consommation plus responsable, allonger la durée de vie des produits, lutter contre le gaspillage alimentaire, ...
 - ❑ **Mieux gérer nos déchets** : faire évoluer modèle de collecte des emballages recyclables, faciliter le tri des déchets par les citoyens, favoriser la valorisation plutôt que l'élimination, lever les freins pour développer le recyclage et la valorisation des biodéchets, faciliter la sortie statut déchet, ...
 - ❑ **Mobiliser tous les acteurs** : conduire des efforts de communication inédits, sensibiliser et éduquer, généraliser l'action territoriale autour de l'économie circulaire, commande publique un levier pour l'action, ...

Contexte à l'origine du projet de loi sur l'économie circulaire

❑ **Projet de loi pour une économie circulaire et une meilleure gestion des déchets (janvier 2019) :**

❑ *Prévoit de légiférer par ordonnances, notamment sur réforme REP => tollé*

❑ *Néanmoins, l'exposé des motifs rappelle les ambitions et les enjeux du projet :*

« le Gouvernement a souhaité engager une transition vers une économie circulaire garante d'une consommation sobre des ressources non renouvelables, où les déchets substituent ces ressources, où les produits ont une durée de vie plus longue, où il est mis fin au gaspillage et où 100% des plastiques sont recyclés. Il s'agit d'une transition profonde et irréversible de nos modèles de production et de consommation pour en finir avec le modèle « fabriquer, consommer, jeter" ».

« La transition vers une économie circulaire permettra la création de richesse d'activités et d'emplois et sera source d'innovations, tant en termes de nouveaux métiers, qu'en termes de nouveaux modèles économiques reposant, par exemple, sur l'économie de la fonctionnalité ou encore la réparation. (...) Cette transition se traduira également par une diminution de la France aux importants de matières premières (...) ».

Contexte à l'origine du projet de loi sur l'économie circulaire

- ❑ **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (juin 2019) :**
 - ❑ *Prise en compte du débat national : « Plus de la moitié des 150 000 contributions déposées en ligne sur le thème de la transition écologique portent sur la problématique des déchets : le mot lui-même est présent dans 70 000 réponses. A la question « que faites-vous ou que pourriez-vous faire pour protéger l'environnement », plus de 35% des Français répondent en faisant référence au tri des déchets et au recyclage ».*
 - ❑ *Renforcer la lutte contre le gaspillage et aller au-delà de la seule « gestion des déchets » : « Les remontées du grand débat (...) expriment une colère contre le gaspillage des ressources, les déchets abandonnés en pleine nature, et les continents de déchets qui s'étendent au milieu des mers et océans, la surconsommation de plastiques, l'obsolescence programmée des produits et l'impossibilité de réparer leurs biens. Nos concitoyens se disent prêts à « changer de modèle » dès lors que la répartition des efforts sera équitable ».*

Le projet de loi

Améliorer la visibilité à l'égard du consommateur

- ❑ ***Information du consommateur*** : fixer les modalités d'informations des consommateurs sur les qualités environnementales des produits fabriqués ou importés pour une information claire, précise et harmonisée.
- ❑ ***Triman*** : mettre en place une signalétique informant le consommateur que le produit relève d'une consigne de tri.
- ❑ ***Indice de réparabilité des EEE*** : fabricants/importateurs doivent communiquer aux vendeurs de leurs produits leur indice de réparabilité avec les paramètres ayant permis de l'établir.
- ❑ ***Pièces détachées des EEE et éléments d'ameublement (EA)*** : pièces détachées réputées disponibles, sauf pour les EEE et EA en l'absence d'informations fournies aux vendeurs (art. L.111-4 Code de la consommation). Pour les réparations, possibilité de recourir à des pièces de rechange et issues de l'économie circulaire à la place des pièces neuves.
- ❑ ***Interdiction des invendus pour les textiles et EEE*** : producteurs, importateurs et distributeurs de produits non alimentaires neufs sont tenus de réemployer, de réutiliser ou de recycler leurs invendus.



Contexte à l'origine du projet de loi sur l'économie circulaire

- ❑ **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (juin 2019)**
- ❑ **Le Rapport VERNIER (mars 2018) et la réforme des REP** : il contient de nombreuses propositions de nature à accélérer la montée en puissance des REP pour favoriser le recyclage des produits et des déchets :
 - ❑ Etendre les REP emballages ménagers, déchets chimiques, véhicules hors d'usage.
 - ❑ Créer 5 nouvelles REP : huiles alimentaires, les jouets, les articles de sports et de loisirs, les déchets du bâtiment, les huiles de moteurs usagés.
 - ❑ Mettre en place des REP à finalité financière pour alimenter les collectivités locales.
 - ❑ Permettre aux éco-organismes de financer des investissements chez les utilisateurs de matières premières recyclées, systématiser la transmission d'information des opérateurs vers les producteurs pour faciliter l'éco-conception des produits.
 - ❑ Favoriser la mise en place de système de consigne pour les emballages recyclables et les emballages réemployables.
 - ❑ Instaurer une prime de retour pour les téléphones portables.
 - ❑ ...

Le projet de loi Réformer les REP

☐ **Rappels :**

- ☐ *De la responsabilité « classique » du producteur de déchets à la responsabilité du producteur de produits => Eco-concevoir v. changer de métier.*
- ☐ *« Pourvoir ou contribuer » => REP financière v. opérationnelle*
- ☐ *Des sources diverses :*
 - ☐ *Réglementaire communautaire*
 - ☐ *Réglementaire national*
 - ☐ *Volontaire*
- ☐ *Des spécificités par filières*
 - ☐ *Monoproduit v. multiproduits*
 - ☐ *Ménagers v. professionnels*
 - ☐ *Des CdC ingérables*

Le projet de loi

La REP tous azimuts

| REP imposées par une directive européenne | | |
|--|---|--------------------|
| 1 | Piles et accumulateurs portables | 2001 |
| | Piles et accumulateurs automobiles | 2009 |
| | Piles et accumulateurs industriels | 2009 |
| 2 | EEE ménagers | 2006 |
| | EEE professionnels | 2005 |
| 3 | Automobiles/VHU / Autres véhicules à moteur (voiturettes, 2/3 roues, quads) | 2006 / 2022 |
| REP françaises en réponse à une directive européenne ou à un règlement communautaire n'imposant pas la REP | | |
| 4 | Emballages ménagers / Emballages restauration / Emballages professionnels | 1993 / 2021 / 2025 |
| 5 | Gaz fluorés | 2009 |
| 6 | Médicaments Non Utilisés | 2009 |
| REP imposées par une réglementation nationale | | |
| 7 | Pneumatiques | 2004 / 2023 |
| 8 | Papiers graphiques et assimilés | 2006 |
| 9 | Textiles, linge de maison et chaussures ménagers / Textiles pour la maison | 2007 / 2020 |
| 10 | Perforants des patients en autotraitement/DASRI / EEE associés | 2012 / 2021 |
| 11 | Produits chimiques/DDS / Collecte service public | 2013 / 2020 |
| 12 | Eléments d'ameublement ménagers | 2012 |
| | Eléments d'ameublement professionnels | 2012 |
| 13 | Bouteilles de gaz | 2012 |
| 14 | Déchets de bateaux de plaisance ou de sport | 2019 |
| 15 | Cartouches d'impression ménagères | 2018 |
| | Cartouches d'impression professionnelles | 2018 |
| 16 | Jouets | 2021 |
| 17 | Sports et loisirs | 2021 |
| 18 | Bricolage et jardinage | 2021 |
| 19 | Mégots | 2021 |
| 20 | Produits et matériaux de construction | 2022 |
| 21 | Huiles lubrifiantes ou industrielles | 2022 |
| 22 | Lingettes pour usages corporels ou domestiques | 2024 |
| REP basées sur un accord volontaire | | |
| 23 | Emballages et produits plastiques de l'agrofourriture | 2001 |
| 24 | Produits phytopharmaceutiques non utilisables | 2001 |
| 25 | Mobil-homes | 2011 |

Le projet de loi La REP tous azimuts

☐ Nouvelles tendances... et nouvelles problématiques?

- ☐ EO monopolistique => la fin des SI ?***
- ☐ EO monopolistique => quelle place pour les opérateurs de traitement?***
- ☐ Défaillance d'un EO => gérer l'après financièrement mais aussi opérationnellement***
- ☐ Incitation au recyclage => de la théorie à la pratique***
- ☐ Consigne => gérer la transition***

☐ Champ « résiduel » des ordonnances

- ☐ Renforcer les sanctions pénales et administratives***
- ☐ Assurer le suivi et la communication inter-filières***
- ☐ Définir les informations mises à disposition du public***
- ☐ Transposition des directives***

Merci de votre attention !



Lionel Roche
AKLEA

Avocat au Barreau de Lyon
Associé

T: +33 (0)4 72 44 44 44

E: lroche@aklea.fr



Marie-Léonie Vergnerie
FIELD FISHER

Avocate au Barreau de Paris
Associée

T: +33 (0)1 70 37 81 31

E: mlv@fieldfisher.com